

205 è SESSION DU CONSEIL EXECUTIF DE L'UNESCO

3- 17 Octobre 2018

DEBAT GENERAL DES 8 et 9 Octobre

INTERVENTION DU REPRESENTANT DU CAMEROUN

Pr. Ebénézer NJOH MOUELLE

Madame La Présidente de la Conférence Générale,

Monsieur le Président du Conseil Exécutif,

Madame La Directrice Générale,

La Représentation du Cameroun a pris connaissance avec intérêt des documents et des rapports produits par le Secrétariat et qui étaient attendus en cette rencontre de la 205è Session du Conseil Exécutif. Nous pensons en particulier au document 205 EX/Partie II C, sur la Transformation Stratégique de l'Unesco, ainsi qu'au Rapport du Groupe préparatoire objet du document 205 EX/PG/ 1. INF. Nous pensons également au document 205 EX/21, Partie I, relatif au recouvrement des contributions des Etats membres.

En ce qui concerne la « Transformation Stratégique de l'Unesco », il nous semble important de nous interroger sur le contenu même de l'idée d'efficacité opérationnelle visée et recherchée. C'est une préoccupation qui impose de trancher clairement la question de savoir s'il doit être attendu de l'Unesco qu'elle fasse fonction d'Agence de développement s'impliquant dans l'exécution des programmes, ou alors qu'elle s'en tienne plutôt au rôle de pourvoyeuse de moyens d'action divers, des financements et des expertises ?

Déjà en juin 1999, cette question avait retenu l'attention des membres du Conseil pendant le Débat général qui avait porté cette année-là sur la vision qu'il fallait se donner de « l'Unesco du 21 è siècle ». Le Conseil avait pris connaissance d'une publication intitulée « l'Unesco face au 21è siècle » éditée par l'Association des Anciens fonctionnaires de l'Unesco, le Groupe Miollis. De son propre aveu, le Groupe Miollis n'avait eu pour seule ambition que de « déclencher une discussion approfondie de longue haleine, à poursuivre par étapes et par-delà les rendez –vous des commémorations », nous sommes en effet.

En évoquant cette antériorité d'une réflexion qui demeure pertinente en ces premières décennies du 21 è siècle, nous rejoignons le rapport du Groupe préparatoire qui a signalé le souci exprimé par bien des participants à la réunion du 19 juin dernier, et qui avaient tenu à souligner « la nécessité de tenir compte du fait qu'il y a déjà eu par le passé plusieurs exercices de reformes et que des enseignements devraient être tirés de ces expériences ».

La question de la visibilité de l'Unesco avait également déjà retenu l'attention en 1999 ; elle est inscrite dans l'agenda de deux groupes de travail thématiques proposés par Mme la Directrice Générale, à savoir « la présence de l'Unesco dans le monde » et « la communication de l'Unesco » ; cette préoccupation de visibilité a également partie liée avec la nature du rôle à continuer ou pas, de faire jouer définitivement à l'Organisation. Il est évident que si les Chaires Unesco et l'Institut de Statistiques faisaient davantage parler d'eux, et que dans le domaine de la culture, l'Unesco associait à ses représentations régionales des sortes de Centres Culturels organisant des conférences, des expositions d'arts, etc., et que dans le domaine de l'Information l'Unesco créait au niveau du siège un puissant média audiovisuel diffusant des programmes rendant compte de ses activités, entre autres, l'Unesco serait bien visible. Mais nous ne pensons pas que ce soit la voie à suivre, mis à part le fait que cela coûterait aussi beaucoup d'argent !

Nous demeurons convaincus que le rôle de l'Unesco, en dehors de la fourniture des moyens d'action aux Etats membres qui les sollicitent, demeure une mission normative et éthique. Ici, la préoccupation d'efficacité ne peut connaître que le même sort observable dans l'ensemble des relations et des échanges dominés par le déséquilibre permanent du rapport de forces dans les échanges internationaux.

Nous demeurons néanmoins persuadés que pour obtenir une quelconque efficacité dans le domaine normatif et éthique, l'Unesco devrait davantage solliciter la coopération avec l'Organisation mère qui est l'ONU, et au niveau de laquelle seule peut être envisagée la production des conventions mondiales contraignantes en matière de respect des règles et des principes contenus dans ses « Déclarations universelles ».

Ce qui ne nous empêche pas d'annoncer notre soutien aux mesures éventuellement contraignantes à soumettre à l'adoption de la conférence Générale, et qui sont destinées à améliorer significativement le recouvrement des contributions des Etats membres.

Merci de votre Attention.